



maître d'ouvrage
Ministère des transports

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Hauts-de-France**

maître d'oeuvre
Direction Interdépartementale des Routes Nord
Service d'Ingénierie Routière secteur Est

RN 2 Déviation de Vauciennes (60)

Travaux préparatoires,
Travaux de déboisement / débroussaillage, chaussée,
déconstruction de deux de maisons d'habitation

Dossier de Consultation des Entreprises

Bordereau 1

1.6- Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

DIR Nord / SIR Est : Directeur de projet : R. BONHOMME
Chargé de projet : S. ANTONIO
Ensemblier : A. INANC

réf. DAO

échelle

Ind.	établi par:	date:	vérifié par:	date:	objet:
0	SIR Est	Janvier 2026			



RN2 - Déviation de Vauciennes – TRAVAUX PREPARATOIRES Tranche Ferme et optionnelle

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

(Établi en vertu des articles L4532-8 et R4532-44 à R4532-46 du Code du Travail,
 Mis à jour au cours du chantier en application des articles R4532-47 et R4532-48)

Opération de niveau 2 au sens du décret du 26 décembre 1994


Maîtrise d'Ouvrage		Maître d'Œuvre	
<p>DREAL Hauts de France/ SMI / Pôle Maîtrise d'Ouvrage Cité administrative 53 rue de la Vallée 80000 AMIENS</p>		<p>Direction interdépartementale des routes Nord Service d'Ingénierie Routière secteur Est 4, rue Gaston Boyer 51100 Reims téléphone : 03 26 78 00 90</p>	
Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé			
 BECS		<p>BECS - BUREAU D'ETUDES CONSEILS EN SECURITE Région Nord– Agence de Lille 34 place Général de Gaulle 59000 LILLE</p>	
Coordonneurs SPS Conception		Coordonneurs SPS Réalisation	
<p>M. Ludovic CASSIA</p>		<p>M. CASSIA Ludovic (à confirmer selon date démarrage travaux)</p>	

TABLEAU RECAPITULATIF DES MISES A JOUR DU PGCSPS

Indice	Date	Phase	Objet de la mise à jour
0	20/06/2024	CONCEPTION	Création du document Marché Travaux pistes
1	28/06/2024	CONCEPTION	Modification suite observation MOA Pour réalisation
2	14/01/2026	C + R	Marche travaux préparatoires Tranche ferme et optionnelle

SOMMAIRE

0. PREAMBULE.....	5
0.1 PRESENTATION GENERALE DU PROJET :.....	6
0.2.MAITRE D'OUVRAGE	8
0.3. PRESENTATION DES INTERVENANTS	8
0.3.1. Maîtrise d'œuvre	8
0.3.2. Coordonnateur SPS	8
0.4. MISSION DU COORDONNATEUR SPS	8
0.5. REGLEMENTS.....	10
0.6. RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	13
0.6.1. Date présumée de début des travaux.....	13
0.6.2. Délai prévisionnel d'exécution des travaux	13
0.7. EFFECTIF PREVISIBLE DES TRAVAILLEURS APPELES A INTERVENIR SUR LE CHANTIER	13
0.8. NOMBRE D'ENTREPRISES PRESUMEEES APPELEES A INTERVENIR SUR LE CHANTIER.....	13
0.9. SUJETIONS LIEES AUX SITES.....	14
0.10. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS.....	14
0.10.1. Concessionnaires.....	14
0.10.2. Service d'urgence	15
0.10.3. Organismes de prévention	15
1. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALES ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.....	16
1.1. CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION	16
1.2. INSTALLATION DE CHANTIER ET LOCAUX COMMUNS	16
1.3. CLOTURE DE CHANTIER	16
1.4. CIRCULATIONS ET ACCES	16
1.4.1 Conditions d'accès au site	16
1.5 SIGNALISATION	17
1.5.1 Protection et balisage	18
1.5.2 Chutes de personnes.....	18
1.6. PROTECTIONS INDIVIDUELLES	18
1.6.1 Equipements de protection individuelle	18
1.6.2 Equipement du matériel	18
1.7. ENONCE DES RISQUES	19
1.7.1 Généralités.....	19
1.7.2 Points particuliers.....	19
1.7.3 Risque liés à la présence d'amiante / Plomb	20
1.7.4 Risques liés à la présence de HAP.....	20
1.7.5 Sols Pollués.....	20
2. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT	21
2.1. LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION.....	21
2.1.1 Organisation générale	21
2.1.2. Principes particuliers.....	21
2.2. LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS	21
2.2.1. Autorisations de conduite	21
2.2.2. Approvisionnements	21
2.2.3. Moyens de levage et de manutention	21
2.2.4. Manutentions manuelles des charges.....	22
2.3. LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU SUBSTANCES DANGEREUSES	22

2.4.	LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES	22
2.5.	LES CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES	22
2.6.	L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE. 22	
2.6.1.	<i>Protections collectives</i>	22
2.6.2.	<i>Accès aux zones de travaux.</i>	23
2.6.3.	<i>Installation électrique générale</i>	23
3.	LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.....	24
3.1.	PRESTATIONS SPECIALES POUR TRAVAUX SOUS CIRCULATION	24
3.2.	AUTRES ACTIVITES ET AUTRES MAITRES D'OUVRAGES	24
3.3.	INTERVENTION SPECIFIQUE	24
4.	LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	24
4.1.	HYGIENE ET CONDITIONS D'HEBERGEMENT	24
4.2.	PROTECTION CONTRE LES EAUX.....	25
4.3.	NETTOYAGE ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	25
4.4.	SUIVI DE L'ELIMINATION DES DECHETS (SOSED) DISPOSITIONS SPECIFIQUES.....	25
5.	LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.....	25
5.1.	RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES A L'OPERATION	25
5.1.1.	<i>Renseignements généraux</i>	25
5.1.2.	<i>Dispositions propres à chaque entreprise</i>	26
5.2.	MESURES COMMUNES D'ORGANISATION DES SECOURS.....	26
5.3.	PLAN DE SECOURS	26
6.	LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	26
6.1	TOUTES ENTREPRISES	26
6.1.1	<i>Inspection commune</i>	27
6.1.2	<i>Mise à disposition des Documents</i>	27
6.1.3	<i>Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).</i>	27
6.2	ENTREPRISES TITULAIRES.....	28
6.3	SUJETIONS DUES A LA PRESENCE SIMULTANEE D'ENTREPRISES DIFFERENTES SUR LE CHANTIER	28
6.4	OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ENTREPRISES.....	28
6.2.	COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.)	29
7.	ANNEXES.....	29
	ANNEXE 1 – PROJET DE CADRE D'INSPECTION COMMUNE	30
	ANNEXE 3 – FICHES PPSPS.....	33
	ANNEXE 4 – CONSIGNES DE SECURITE.....	44
	ANNEXE 5 – CONSIGNES DE CIRCULATION	45
	ANNEXE 6 – CADRE TYPE POUR L'AUTORISATION DE CONDUITE D'ENGINS	48
	ANNEXE 8 -DECLARATION PREALABLE.....	49

0. PREAMBULE

Les travaux seront réalisés en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la Loi n° 14.18 du 31.12.1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92.57 du 24.06.92 et définies par les décrets du 26.12.94 et du 4 et 6 mai 1995 et de l'arrêté du 7 mars 1995.

A ce titre, l'attention de toutes les entreprises sont attirées sur le fait qu'elles devront tenir compte des modalités d'organisation issues de ce texte qui représente les mesures minimales à observer, et notamment des deux éléments suivants :

- a) Il a été désigné pour les phases conception et réalisation de l'opération, comme le prévoit le texte, un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants du chantier.
- b) Le présent document intitulé **Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS)**, établi en application des dispositions de l'article L 4532-8 du Code du Travail.

Le PGCSPS est un élément évolutif remis à jour par le Coordonnateur en fonction du déroulement du chantier.

Le PGCSPS intégrera, en les harmonisant, les **Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)** qui devront être remis par les entreprises intervenantes et leurs sous-traitants (Art. R 4532-58 à 4532-66 du Code du Travail), après inspection commune avec le Coordonnateur (Art. R 4532-15 du Code du Travail), et selon le canevas du « **cadre type de PPSPS** ».

Dans l'ensemble du PGCSPS, les termes « entreprise » et « entrepreneur » désignent, qu'ils soient titulaires uniques, cotraitants ou sous-traitants, aussi bien les travailleurs indépendants que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur ce chantier.

L'attention des entreprises est attirée sur l'exigibilité du PPSPS. En son absence, l'entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution court.

0.1 Présentation générale du projet :

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, objet de la présente consultation, porte **sur la réalisation des travaux préparatoires du futur viaduc de l'Automne**

• **DEVIATION de la RN2 sur les Communes de VAUCIENNES, VEZ, COYOLLES, LARGNY sur AUTOMNE**

Les travaux préparatoires sont composés d'une tranche ferme et optionnelle

Tranche ferme : Suppression d'un terreplein central, chaussée, équipements, Signalisation horizontale et verticale

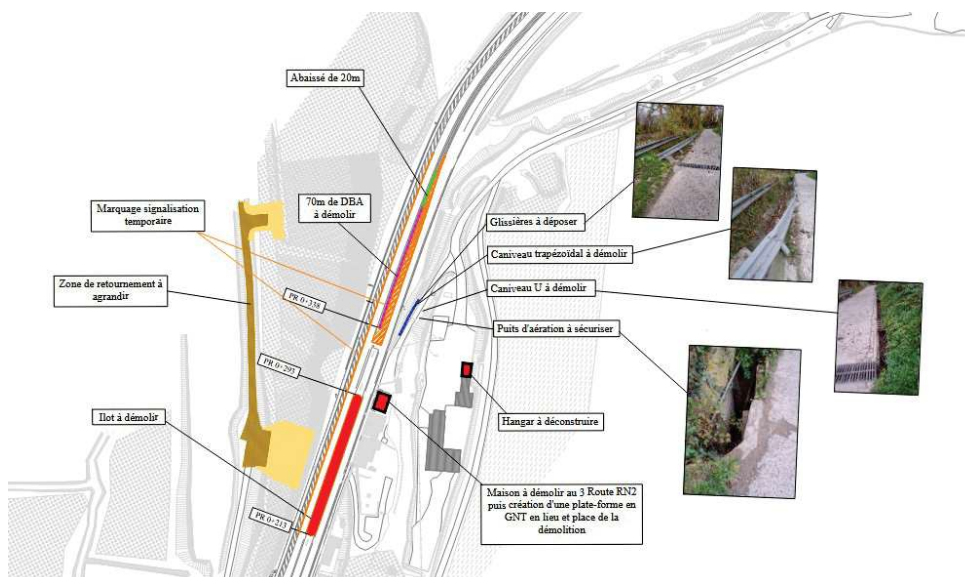
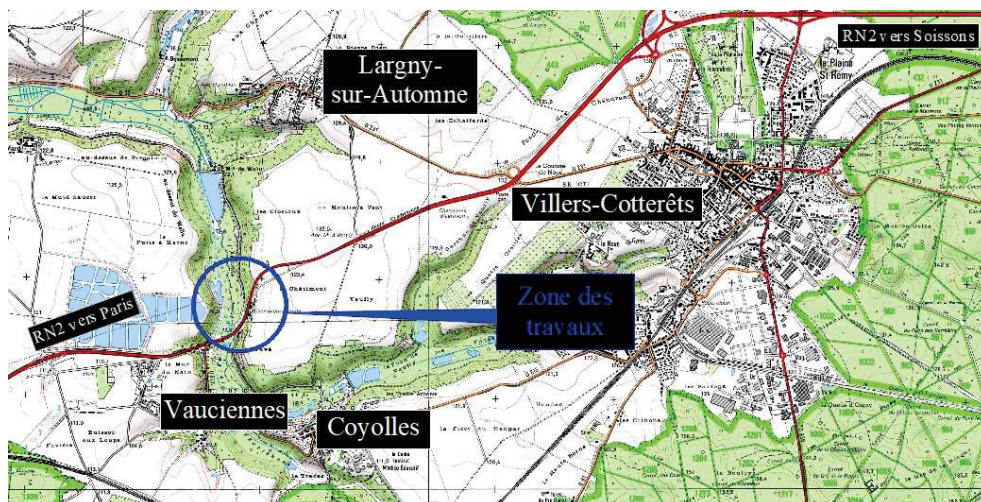
Tranche optionnelle 1: déboisement / débroussaillage complémentaire conformément aux mesures ERC , déconstruction de deux maisons d'habitation :

3 route RN2 à Coyolles y compris déplacement des réseaux, création d'un parking en lieu et place ;

14 route RN2 à Vauciennes y compris annexes, fosse septique à déposer

Le descriptif précis des travaux à entreprendre est repris dans le CCTP établi par le Maître d'œuvre.

Localisation



Sécurité et protection de la santé :

- Mise en oeuvre des dispositions nécessaires à la sécurité et à la protection de la santé

Contraintes d'exploitation :

Pendant la totalité du marché, la fourniture, la pose, l'entretien, la maintenance et la dépose de la signalisation temporaire de chantier, des itinéraires de délestage et de la signalisation d'information sont assurés **par l'(les) entreprise(s) titulaire(s) des marchés de travaux sous le contrôle de la DIR Nord.**

Pour les itinéraires de transport, il appartient à l'entrepreneur de procéder à un état des voies de circulation qu'il compte emprunter afin de se préserver de toutes dégradations existantes qui lui seraient imputées par les représentants des gestionnaires des voies.

Les travaux pourront être réalisés de jour et/ou de nuit, en semaine et/ou le week-end : A confirmer en période de préparation par la MOE et en fonction des contraintes du dossier d'exploitation sous chantier. Toutes interventions sur chaussée circulée, nécessitera la remise d'un dossier d'exploitation sous chantier, à validation de l'exploitant (District de Laon).

L'entrepreneur doit s'assurer quotidiennement que les conditions climatiques constatées ou prévisibles, ne constituent pas un obstacle à l'exécution des travaux et ne sont pas de nature à aggraver, sur le plan de la sécurité, les conditions de circulation sur chantier ou sur les voies maintenues en circulation. A ce titre il devra fournir au maître d'oeuvre régulièrement (le rythme sera fonction de l'organisation du chantier mais sera au moins hebdomadaire), le planning des travaux prévus accompagné d'une analyse par rapport aux conditions météorologiques prévues.

Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise devra s'assurer qu'un véhicule d'intervention et de secours peut emprunter la chaussée fermée à la circulation. Si pendant certaines phases cela n'est pas possible, des mesures particulières d'arrêt de travaux devront être prévues pour permettre le passage de véhicules d'urgence ou une évacuation des usagers.

Au regard de la réglementation relative à la Sécurité et la Protection de la Santé,
cette **opération** de génie civil se classe
En 2ème catégorie (art R4532-1 du Code du Travail).

0.2. Maître d'Ouvrage

DREAL HAUTS DE FRANCE PICARDIE / SMI/PMO/US / MAITRISE D'OUVRAGE
CITE ADMINISTRATIVE
53 RUE DE LA VALLEE 80000 AMIENS
TEL 06 15 50 66 64 LAURENT.LEFEVRE@DEVELOPPEMENT-DURABLE.GOUV.FR

0.3. Présentation des intervenants

0.3.1. Maîtrise d'œuvre

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES NORD

SERVICE D'INGENIERIE ROUTIERE SECTEUR EST
CENTRE D'AFFAIRES BUROPOLE.BATIMENT 3.
4, RUE GASTON BOYER
TEL 03 26 78 00 90

Sébastien ANTONIO
Chef projet
sebastien.antonio@developpement-durable.gouv.fr
06 28 43 30 24

0.3.2. Coordonnateur SPS

BECS

Région HDF – Agence de Lille
34 place General de GAULLE
59000 LILLE

Ludovic.cassia@becs.fr
06 67 12 23 98

Le Coordonnateur titulaire : Ludovic CASSIA 06 76 12 23 98

Le Coordonnateur suppléant : florent BINGUE

(Possibilité de changement de coordonnateur SPS selon l'avancement des Etudes et des travaux « si tel est le cas : information sera faite à l'ensemble des intervenants »)

0.4. Mission du Coordonnateur SPS

Sous la responsabilité du **Maître d'Ouvrage**, le Coordonnateur :

- Veille à ce que les principes généraux de prévention soient mis en œuvre,
- Tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site,
- Prend les dispositions pour que les seules personnes des entreprises et des intervenants autorisées puissent accéder au chantier.

Dans le cadre de cette opération, le Coordonnateur :

Elabore et tient à jour le PLAN GENERAL DE COORDINATION (PGCSPS),

Constitue et complète le DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE (D.I.U.O),

Ouvre le REGISTRE-JOURNAL de la coordination et y consigne comptes-rendus, observations, mise à jour de la liste des entreprises (date intervention, durée, effectifs), avec visas des intervenants concernées (entreprises, maître d'ouvrage ou maître d'œuvre),

Définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès, des installations générales, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les entreprises,

Organise entre les entreprises la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités d'utilisation en commun des installations, matériels et circulations, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles de consignes,

Procède avec chaque entreprise, avant remise du PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE LA SANTE (PPSPS), à une inspection commune du chantier,

Veille à l'application des mesures de coordination.

En ce qui concerne tous les intervenants sur le chantier, afin de faire appliquer les mesures qu'il juge utiles dans le cadre de ses missions et en matière d'hygiène et de sécurité, le Coordonnateur pourra :

- Informer les entreprises sur les erreurs de sécurité (défaut de protection contre **les chutes de hauteur**, contre les risques d'**ensevelissement** ou contre les risques inhérents aux **lignes électriques aériennes**, défaut de protection de **signalisation**, d'arrosage ou d'entretien des pistes ou défaut de protection ou de signalisation des zones de travaux)
 - à l'occasion des réunions ordinaires (réunion de chantier),
 - à l'occasion d'une réunion extraordinaire déclenchée à cet effet,
 - par courrier simple ou recommandé à l'entreprise défaillante.
- Si ses remarques ou ses dispositions ne sont pas suivies d'effets, le Coordonnateur a la possibilité d'utiliser **les procédures coercitives** suivantes :
 - Stopper la tâche ou le poste de travail présentant un danger grave et imminent.
 - Engager à la charge de l'entreprise défaillante par réfaction sur son marché les sommes nécessaires pour remédier à une faute de sécurité, après l'accord du maître d'ouvrage.
 - Avec l'accord du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, décider de l'arrêt de l'entreprise.
 - Proposer au maître d'ouvrage la résiliation du marché de l'entreprise défaillante.
- Il pourra être appliqué à l'entreprise une pénalité journalière proportionnelle à l'importance de l'erreur liée à la sécurité, en accord avec le maître d'ouvrage. Cette pénalité fera l'objet d'une réfaction définitive sur les situations de l'entreprise défaillante.

Les arrêts de chantier pour raison de sécurité, décidés par le Coordonnateur, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Oeuvre ne donneront lieu à aucune indemnisation de la part du Maître d'Ouvrage.

Les interventions du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur ne dégagent en rien la responsabilité de l'Entrepreneur et ne le dispensent pas de compléter les dispositions prises.

Conformément aux dispositions de l'article L 4532-6, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Commentaires

Une attention particulière doit être apportée par l'entreprise au respect des prescriptions du **code du travail**:

« Portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles. »

Une aide peut être trouvée dans l'utilisation et la mise à disposition des personnels des publications de l'INRS et de l'OPPBTP (manuels de sécurité, mémo pratiques, fiches de sécurité, ...)

0.5. Règlements

Il est rappelé qu'en matière d'hygiène et de sécurité c'est le livre II - titres II et III "Hygiène et Sécurité du travail" du Code du Travail qui est applicable.

Les documents ci-après constituent la **liste non exhaustive** des textes de référence

RAPPEL DU TEXTE REGLEMENTAIRE

(Décret n°941159 du 26/12/1994)

Article R4532-44

- Le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter. Il énonce notamment :

1° Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;

2° Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;

3° Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent concernant, notamment :

a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;

b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;

c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;

d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;

e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;

f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;

g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;

4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;

5° Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :

a) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article R. 4533-1 ;

b) Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux

prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ;

6° Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;

7° Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

Article R4532-45

- Le plan général de coordination rappelle, dans le cas de la constitution d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, la mission de ce collège en la matière.

Article R4532-46

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont joints au plan général de coordination.

Article R4532-47

- Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.

Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Article R4532-48

- Le plan général de coordination intègre, notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail.

Article R4532-49

- Dès la phase de consultation des entreprises, le maître d'ouvrage adresse le plan général de coordination, sur leur demande, à l'inspection du travail, à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et au service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Article R4532-50

- Le plan général de coordination tenu sur le chantier peut être consulté par :

1° Les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, appelés à intervenir sur le chantier ;

2° Le médecin du travail ;

3° Les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;

4° L'inspection du travail ;

5° L'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;

6° Le service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Article R4532-51

- Le plan général de coordination tenu sur le chantier est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Article R4532-52

- Lorsqu'il est prévu, pour une opération de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises et n'appartenant pas à la première ou à la deuxième catégorie, d'exécuter des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L. 4532-8, le coordonnateur établit par écrit, avant la phase de consultation des entreprises, un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan prend en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Article R4532-53

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont joints au plan général simplifié de coordination.

Article R4532-54

- Lorsque, lors d'une opération de troisième catégorie, un coordonnateur a connaissance, après le début des travaux, de l'existence d'un ou plusieurs des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L. 4532-8, il prend toutes les mesures utiles afin de rédiger, avant toute poursuite des travaux, le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les sujétions découlant de l'observation de ce plan sont définies, le cas échéant, par voie d'avenants aux différents contrats conclus avec les entreprises chargées de l'exécution des travaux.

Article R4532-55

- Sont applicables au plan général simplifié de coordination et, dès son élaboration, à celui établi en application de l'article R. 4532-54, les dispositions des articles R. 4532-42 et R. 4532-47 à R. 4532-51.

Généralités

La présente opération justifie la mise au point préalable d'une organisation permettant l'exécution des travaux dans les meilleures conditions tant pour les entrepreneurs que pour le respect des règles d'Hygiène de sécurité et de Santé.

Le Maître d'Ouvrage et son Coordonnateur, ont retenu un certain nombre de dispositions dans l'intérêt de l'ensemble des entrepreneurs.

Le présent document a pour but de les faire connaître aux entrepreneurs, au stade de la consultation.

Ces derniers doivent donc prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution, aux prescriptions qu'il contient.

Bien entendu, ce document ne prétend pas clore un dialogue, alors que celui-ci n'est pas amorcé.

Toute proposition, tant au stade de la remise de prix qu'à celui de l'exécution, tendant à faciliter la bonne marche de l'organisation des travaux, sera examiné avec le plus grand soin.

Les prestations définies ci-après font partie intégrante du marché de l'entrepreneur.

La logistique de chantier s'adaptant aux déroulements des travaux, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'y apporter aménagements, modifications et compléments.

RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L 4121-1, L4121-2, L4121-3 et L 4531-1, L4531-2, L4531-3 du Code du Travail.

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Ouvre, le Coordonnateur et l'Entrepreneur doivent, tant au cours de la phase de conception d'étude, d'élaboration du projet que pendant la réalisation des ouvrages, pour assurer la sécurité des travailleurs y compris les travailleurs temporaires, respecter les principes généraux de prévention énumérés ci-dessous :

- a - éviter les risques,
- b - évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- c - combattre les risques à la source,
- d* - adapter le travail à l'homme
- e - tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f - remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui est moins dangereux,

- g - planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
 - h - prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
 - i*- donner les instructions appropriées aux travailleurs.
- (*relèvent uniquement de la responsabilité de l'Entrepreneur)

INFORMATION AUX ENTREPRISES

Ce plan a pour objet de rappeler aux intervenants les informations, les obligations ou les sujétions qui découlent des travaux pour ce qui concerne la sécurité et l'hygiène des travailleurs du chantier concerné. Toute entreprise intervenant sur le chantier est tenue de se conformer aux dispositions de la loi concernant les dispositions à prendre en matière d'hygiène et de sécurité sur les chantiers (Loi N°93-1418 du 31 décembre 1993, Décrets N° 94-1159 du 26 décembre 1994, N° 95-543 du 4 mai 1995, N° 95-608 du 6 mai 1995).

Les mesures d'organisation générales du chantier en matière de réalisation des travaux édictées par la Maîtrise d'Oeuvre et mentionnées dans les chapitres du CCAP et CCTP sont agréées par le coordonnateur et restent applicables à tout moment du chantier.

0.6. Renseignements généraux

En application des articles L 4532-8, R. 4532.3 du code du travail, cette opération fera l'objet, de la part du Maître d'Ouvrage, d'une **déclaration préalable**.

La rédaction de cette déclaration préalable ne dispense pas l'entreprise de produire :

- o La déclaration d'ouverture de chantier, qui lui incombe, aux organismes de prévention.
- o Les déclarations d'intention de commencer les travaux » (DICT), aux concessionnaires concernés.

0.6.1. Date présumée de début des travaux

1^{er} semestre 2026

0.6.2. Délai prévisionnel d'exécution des travaux

TF = 3 mois compris préparation

TO = 4 mois compris préparation

Particularité : Déboisement-Débroussaillage à réaliser entre le 15 août et le 15 octobre

0.7. Effectif prévisible des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier

Compte tenu des délais prévisionnels et de la composition des travaux à réaliser, l'effectif prévisible est estimé à 8 h/j.

0.8. Nombre d'entreprises présumées appelées à intervenir sur le chantier

2 entreprises avec un mandataire et son cotraitant (plus sous-traitant)

0.9. Sujétions liées aux sites

L'entreprise devra respecter toutes les contraintes du Dossier d'Exploitation Sous Chantier.

Rappel: Les travaux de signalisation temporaire, ITPC, Basculement, maintenance seront réalisés **par l'(les) entreprise(s) titulaire(s) des marchés de travaux sous le contrôle de la DIR Nord.**

L'entrepreneur doit s'assurer quotidiennement que les conditions climatiques constatées ou prévisibles, ne constituent pas un obstacle à l'exécution des travaux et ne sont pas de nature à aggraver, sur le plan de la sécurité, les conditions de circulation sur chantier ou sur les voies maintenues en circulation. A ce titre il devra fournir au maître d'œuvre régulièrement (le rythme sera fonction de l'organisation du chantier mais sera au moins hebdomadaire), le planning des travaux prévus accompagné d'une analyse par rapport aux conditions météorologiques prévues.

Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise devra s'assurer qu'un véhicule d'intervention et de secours peut emprunter la chaussée fermée à la circulation. Si pendant certaines phases cela n'est pas possible, des mesures particulières d'arrêt de travaux devront être prévues pour permettre le passage de véhicules d'urgence ou une évacuation des usagers.

0.10. Renseignements administratifs

0.10.1. Concessionnaires

Rappel sur les déclarations de travaux :

Depuis le 1er Juillet 2012, la nouvelle réglementation « anti endommagement » des réseaux est en vigueur.

- Création du Guichet Unique des réseaux www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr. Base de données exhaustive, consolidée et facile d'accès sur les réseaux implantés en France. Elle permet aux maîtres d'ouvrage et entreprises de travaux de dessiner l'emprise du futur chantier, de connaître les coordonnées de tous les exploitants concernés, et de pré remplir les formulaires Cerfa DT-DICT.
- Les nouveaux formulaires DT-DICT et Récépissés : Définition d'un nouveau formulaire unique pour réaliser les Demandes de projet de Travaux (DT) et les Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT). De même, réalisation d'un formulaire Cerfa unique de Récépissé de DT ou Récépissé de DICT.

Chaque entreprise intervenant aux travaux (titulaires et sous-traitants) se conformera au texte de référence : [Décret 2011-1241 du 05/10/2011](#)

Art. R. 554-20.-Le responsable de projet qui envisage la réalisation de travaux vérifie au préalable s'il existe dans ou à proximité de l'emprise des travaux un ou plusieurs ouvrages en service d'une des catégories mentionnées à l'article R. 554-2. Pour ce faire, au stade de l'élaboration du projet, il consulte le guichet unique, directement ou par l'intermédiaire d'un prestataire ayant passé une convention avec celui-ci conformément à l'article R. 554-6, afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants de chacun de ces ouvrages ainsi que les plans détaillés des ouvrages en arrêt définitif d'exploitation.

Art. R. 554-24.-L'exécutant des travaux consulte le guichet unique, directement ou par l'intermédiaire d'un prestataire ayant passé une convention avec celui-ci conformément à l'article R. 554-6, afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article R. 554-2, ainsi que les plans détaillés des ouvrages en arrêt définitif d'exploitation.

Art. R. 554-25.-I. — L'exécutant des travaux adresse une déclaration d'intention de commencement de travaux à chacun des exploitants d'ouvrages en service mentionnés à l'article précédent et dont la zone d'implantation est touchée par l'emprise des travaux, à l'exception des suivants :

- les exploitants de réseaux mentionnés au I de l'article R. 554-21;
- les exploitants ayant indiqué dans leur récépissé de déclaration de projet de travaux relatif au même projet qu'ils ne sont pas concernés, à condition que ce récépissé date de moins de trois mois, et qu'aucune indication contraire n'ait été donnée dans un envoi complémentaire délivré au responsable du projet en application du III de l'article R. 554-22.

0.10.2. Service d'urgence

GENDARMERIE

Gendarmerie Nationale

☎ 17

SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

Centre de Secours

☎ 18

S.A.M.U.

☎ 15

0.10.3. Organismes de prévention

INSPECTION DU TRAVAIL

DREETS

81 rue Gambetta 60100 CREIL

Tel 03 44 55 60 81 picard-ut60.uc2@direccte.gouv.fr

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CARSAT NORD

Service Prévention 11 Allée Vauban 59662 Villeneuve d'Ascq

TEL 09 71 10 39 60

PREVENTION DU B.T.P

O.P.P.B.T.P.

2 place des Abiès VILLAGE OASIS 80044 Amiens cedex

TEL 03 22 95 10 18

1. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALES ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

L'entreprise établira :

- ☐ Un planning d'exécution,
- ☐ Un projet d'installation de chantier.

1.2. Installation de chantier et locaux communs

Mise à disposition par le MOA de la base chantier de Vaumoise.

Les entreprises feront leur affaire des emplacements pour leurs installations de chantier et pour leurs dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Le projet des installations de chantier sera soumis à l'aval du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il devra tenir compte de la circulation de chantier et des installations d'autres entreprises.

Le titulaire prendra à sa charge les frais d'aménagement de l'emplacement et de remise en état des lieux lors du repliement des installations en fin de chantier.

La base vie devra être conforme au Titre 13 du décret du 08 janvier 1965 et aux articles R4228-1 à R4228-18, R3121-2, R4225-7 du Code du Travail.

1.3. Clôture de chantier

Les clôtures de chantier, destinées à rendre le chantier clos et indépendant, seront du type « HERAS » ou équivalent, posées sur des plots Béton Préfabriqués en périphérie de la zone vie. Elles devront être bridées entre elles.

Si des clôtures supplémentaires se révélaient nécessaires, leur exécution et leur maintien en lieu et en état seraient à la charge des titulaires.

En cas de gardiennage du chantier celui-ci est à la charge des titulaires et sous leur responsabilité.

1.4. Circulations et accès

1.4.1 Conditions d'accès au site

- a) Chaque jour**, le représentant sur place de chaque entreprise devra porter, sur son journal de chantier, la liste nominative des employés et leur statut : titulaire, intérim, location de matériel.
- b) Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et les entreprises** établiront, tiendront à jour et communiqueront au Coordonnateur la liste des personnes habilitées à pénétrer sur le chantier et qu'elles auront informées des consignes de sécurité et de l'état d'avancement du chantier.

c) Tout autre personne ne pourra pénétrer sur les zones de travaux sans être accompagnée par une des personnes habilitées au titre des listes citées au a) ou b) ci-dessus.

Tous les accès aux zones de travaux devront être proposés pour acceptation au Maître d'Oeuvre et corrigés en fonction des observations du Coordonnateur et du Maître d'Oeuvre, aucun accès « sauvage » ne sera toléré.

- Il sera implanté et entretenu par le titulaire des panneaux lisibles « **Chantier interdit au public** », dans les zones d'installation du chantier.
- Les zones de travail seront signalées conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, Livre 1-8ème partie.

Circulation des engins de chantier et des camions.

L'entrepreneur doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses engins sur le chantier et sur les voies routières et notamment prendre toutes les dispositions pour apporter le moins possible de nuisances aux chaussées existantes. Pendant toute la durée du chantier, il reste seul responsable des accidents et dégâts de diverses natures qui pourraient résulter d'un défaut d'entretien et des dégradations ou pollutions apportées par la circulation de ses engins aux chaussées, aux accotements et aux ouvrages divers les traversant.

L'entreprise sera tenue d'assurer en permanence sur les voies publiques empruntées par son matériel, les nettoyages rendus nécessaires par les chutes de matériaux ou les dépôts de boues, les dépenses correspondantes à ces travaux et aux fournitures éventuelles d'abrasifs seront entièrement à sa charge.

D'une manière générale la circulation de chantier devra faire l'objet d'une réglementation matérialisée par une signalisation précise.

L'entrepreneur titulaire du marché des travaux est responsable de la définition et de la gestion des itinéraires et accès du chantier, tant pour l'approvisionnement que pour l'évacuation des produits extraits, à ce titre il doit mettre en œuvre, à chaque point d'insertion, les moyens humains et matériels pour assurer le filtrage des véhicules autorisés à accéder sur le chantier, tout en minimisant la gêne et en assurant la sécurité des usagers des voies publiques ouvertes à la circulation.

Chaque intervenant sur le chantier, et en particulier les chauffeurs des camions participant à l'approvisionnement se verra remettre une notice de sécurité précisant :

- Les consignes générales de sécurité
- La limitation de vitesse à l'intérieur du site (30km/h)
- La définition des accès suivant les phases travaux.
- L'indication de la ou voies réservées à la circulation interne du chantier, suivant les phases et les intervenants.
- Les zones d'attente et de nettoyage

1.5 Signalisation

Signalisation du personnel et des véhicules de chantier

Tout personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être constamment visible tant par les usagers que par les personnels d'autres entreprises intervenant sur le chantier et en particulier, par les chauffeurs d'engins circulant sur le chantier.

Le port de vêtements de signalisation à haute visibilité (EPI) conforme à la norme EN471 de classe 3 ou 2 est obligatoire (classe 3 combinaison ou veste, classe 2 pour les gilets et chasubles).

Les véhicules et engins de chantier doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992,

Le contenu des normes NF E 58.050 et suivantes précise les équipements dont doivent être munis les engins de terrassement et en définit les caractéristiques.

1.5.1 Protection et balisage

Chaque entrepreneur devra assurer la protection et le balisage des points singuliers sur lesquels il sera, soit intervenu, soit en cours d'intervention lorsque ceux-ci peuvent entraîner des risques pour la sécurité des personnes ou la circulation des véhicules et engins.

Ces dispositifs, nettoyés et entretenus, à base de matériels rétro réfléchissants, seront sous la responsabilité d'un responsable nommé par l'entreprise dans son PPSPS.

1.5.2 Chutes de personnes

L'entreprise proposera dans son PPSPS les dispositions qu'elle compte prendre pour assurer la protection collective des personnels contre les risques de chute.

1.6. Protections individuelles

1.6.1 Equipements de protection individuelle

Pendant toute la durée des travaux :

- Le port du casque est obligatoire à tout poste de travail lorsqu'il existe un risque de choc à la tête,
- Le port des chaussures ou bottes de sécurité est obligatoire,
- Le port des protections auditives est obligatoire à partir de 85 dB (A),
- Des gants adaptés aux risques seront remis au personnel pour les manutentions manuelles,
- Des lunettes seront remises au personnel pour toute tâche exposant à des éclats,
- Le personnel de l'entreprise travaillant sur les parties du chantier sous circulation (extérieure ou de chantier) sera doté de **vêtements de signalisation à haute visibilité**, de classe 3 ou 2, conformes à la norme EN 471.

1.6.2 Equipement du matériel

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier seront marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

les véhicules et engins de chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée ou les pistes de circulation doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière - livre I – 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En fonction de leur utilisation, l'entreprise définira les postes où les engins seront obligatoirement dotés de **structures de protection au retournement** et de **structures contre les chutes d'objets**.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertiront les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

1.7. Enoncé des risques

1.7.1 Généralités

Dans le cadre des PPSPS, les entreprises procéderont à l'analyse des risques correspondant aux méthodes qu'elles se proposent **d'adopter réellement**, suivant un canevas type :

- Tâches,
- Moyens,
- Risques prévisibles,
- Mesures de sécurités à prendre.

1.7.2 Points particuliers

Plusieurs points méritent d'être soulignés :

Consignes sur :

- Utilisation et équipement des matériels, engins et véhicules de chantier; notamment de compactage (Recommandation R 354),
- Guidage ou système avertissant des manœuvres des engins et camions sur chantiers ou se trouvant sous ou à proximité de la circulation publique;
- Guidage des camions dans les zones encombrées, ou lorsque le terrain est accidenté, notamment lors des opérations suivantes: amenée et repli du matériel, approvisionnement des matériaux, évacuation des déblais;
- Dispositifs de sécurité des engins utilisés au levage des charges;
- Pelles transformées au levage: considérées comme engins de levage,
- Organismes ou dispositions de contrôle du matériel.
- Utilisation d'engin munis de:
 - SPR : structure de protection contre le retournement (NF E 58 057)
 - SPCO : structure de protection contre les chutes d'objet (NF E 58 054)

Les procès-verbaux de contrôle réglementaire du matériel seront transmis dès réception au Maître d'Oeuvre. Ces contrôles seront semestriels pour les engins de levage. La copie de ces procès verbaux sera également à disposition sur le chantier dans la cabine de l'engin.

Concessionnaires

La proximité et la présence, dans l'emprise des travaux, de réseaux enterrés ou aériens, est un élément important à prendre en compte par l'entreprise. Risques électriques compte tenu, notamment de la présence éventuelle d'une ligne HT sur le tracé du projet.

Une consultation des concessionnaires (DICT) devra obligatoirement être réalisée avant tout démarrage des travaux.

Consigne en cas de découverte d'engins de guerre

En cas de découverte d'engins de guerre, le personnel quitte son poste de travail, assure la surveillance de la zone et prévient les services de déminage par l'intermédiaire de la préfecture ou à défaut par l'intermédiaire de la police ou de la gendarmerie :

|| Police Secours : 17

Conduite à tenir sur le chantier :

- Arrêt immédiat des travaux
- Le personnel quitte son poste de travail
- Ne pas toucher ni déplacer les engins de guerre
- **Evacuation du site en cas de dégagement de gaz (armes chimiques)**
- L'entreprise concernée prévient les services de déminage par l'intermédiaire de la préfecture ou à défaut par l'intermédiaire de la police ou de la gendarmerie, puis en informe les représentants de la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS

1.7.3 Risque liés à la présence d'amiante / Plomb

- Plomb : Non communiqué
- Amiante : rapport de repérage non communiqué le jour de la rédaction du présent PGC

1.7.4 Risques liés à la présence de HAP

Sans objet lors des études et de la rédaction du PGC

1.7.5 Sols Pollués

Un site pollué est défini comme un site, qui du fait d'anciens dépôts et de déchets ou d'infiltrations de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages fortuits ou accidentels de produits chimiques. On reconnaît différentes catégories de sites pollués :

- Les anciennes décharges.
- Les dépôts de déchets ou de produits chimiques abandonnés.
- Les sols pollués par des retombées, des infiltrations ou des déversements de substances polluantes liés à l'exploitation passée ou présente d'une installation industrielle ou à un accident de transport.

Il conviendra de préciser si le secteur d'intervention concerné est répertorié comme nécessitant une dépollution préalable à l'exécution des travaux.

Les sites internet ci-dessous pourront être consultés pour information et renseignements sur leurs bases de données :

<http://basol.developpement-durable.gouv.fr/>

<http://basias.brgm.fr/>

www.georisques.gouv.fr/dossiers/basias.

Les rapports de sol des sites concernés seront à consulter (non communiqué lors de la rédaction du PGC)

2. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

2.1. Les voies ou zones de déplacement ou de circulation

2.1.1 Organisation générale

En fonction des dispositions techniques qu'elle aura retenues pour chaque phase et du calendrier d'exécution correspondant, l'entreprise soumettra au Maître d'Oeuvre et au Coordonnateur, dès la phase de préparation et pour l'ensemble des travaux, les dispositions qu'elle aura retenues concernant :

- les cheminements piétons,
- les conditions d'accès aux zones d'intervention,
- le maintien de la circulation en général,
- les zones d'évolution des manutentions lourdes et des engins.

En cas de modification du calendrier d'exécution, **ces dispositions devront être recalées.**

2.1.2. Principes particuliers

L'entreprise fera son affaire de tout stockage dans l'enceinte du chantier ou dans l'emprise de la route. Elle proposera les dispositions qu'elle compte prendre pour ces stockages ou approvisionnements à l'agrément du Maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et du Coordonnateur.

2.2. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels

2.2.1. Autorisations de conduite

La conduite des véhicules et engins ne pourra être confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement et munies :

- **d'un permis** correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé;
- **d'une autorisation de conduite** correspondant à la catégorie d'engin suivant la recommandation n°135 adoptée le 10 janvier par le CNT - BTP.

2.2.2. Approvisionnements

Les approvisionnements seront définis et organisés dans les PPSPS.

2.2.3. Moyens de levage et de manutention

Les appareils de levage devront être vérifiés par un organisme agréé, le fabricant ou par une personne compétente appartenant à l'établissement (décret du 23 Août 1947 modifié). Un exemplaire de la dernière vérification sera tenu à disposition dans la cabine de l'engin.

Les PPSPS préciseront les modalités de préparation et d'implantation des appareils de manutention mobiles et notamment :

- Que les consignes de sécurité devront être établies et portées à la connaissance du personnel;
- Qu'en cas de mauvaise visibilité du conducteur d'engin, il sera prévu un chef de manœuvre.

2.2.4. Manutentions manuelles des charges

Elles seront limitées par l'organisation des postes de travail, notamment :

- Établissement d'un calendrier d'utilisation des appareils de levage disponibles et en règle en matière de contrôle ;
- Utilisation d'outillages adaptés et en bon état.

2.3. La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses

Pour chaque site d'intervention :

La délimitation et l'aménagement de ces zones seront portés sur l'avant projet du plan de l'installation de chantier mis au point, après avis du maître d'œuvre et du coordonnateur, par le titulaire.

Le stockage des hydrocarbures est interdit en dehors des zones spécialement aménagées suivant les réglementations et recommandations existantes.

Les entreprises préciseront au niveau du plan d'installation de chantier pour le titulaire et de leur demande pour les autres, les conditions de ravitaillement et d'entretien des engins et véhicules : ateliers, stockage des huiles usagées....

2.4. Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

Pour chaque site d'intervention :

- Le titulaire fera figurer sur son plan d'installation de chantier les zones de stockage ou de reprise.
- Le titulaire définira le mode de tri, d'évacuation ou de réutilisation des déchets.

2.5. Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

Ces conditions seront définies par les PPSPS correspondants.

2.6. L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

2.6.1. Protections collectives

Les protections collectives devront être entretenues et régulièrement vérifiées par l'entrepreneur qui en est responsable.

Le matériel et les dispositifs de protection utilisés sur le chantier doivent **être vérifiés avant mise en service** en vue de s'assurer qu'ils sont utilisés conformément aux spécifications prévues par la réglementation, la notice du fabricant et le présent PGCSPS.

Il paraît important de rappeler:

« Le matériel, les engins, les installations et les dispositifs de protection de toute nature utilisés sur un chantier doivent, avant leur mise ou remise en service, être examinés dans toutes leurs parties en vue de s'assurer qu'ils sont conformes aux prescriptions édictées par le présent décret.

Les examens doivent être renouvelés toutes les fois qu'il est nécessaire, et notamment à la suite de toute défaillance du matériel, des engins, des installations ou des dispositifs de sécurité ayant entraîné ou non un accident, après tout effort anormal ou incident ayant pu provoquer un désordre dans les installations, ou chaque fois que le matériel, les engins, les installations ou les dispositifs de sécurité ont subi des démontages ou des modifications, ou que l'une de leurs parties a été remplacée.

Tant qu'il n'a pas été procédé à ces examens et, éventuellement, aux réparations nécessaires, le matériel, l'engin, l'installation ou le dispositif de sécurité dont l'état paraît défectueux doit être retiré du service.

Tout matériel, tout engin, toute installation ou tout dispositif réformé doit être définitivement retiré du service.

Les chefs d'établissement et les travailleurs indépendants font réaliser ces examens par une personne compétente désignée à cet effet. Le nom et la qualité de cette personne doivent être consignés sur un registre - dit « registre de sécurité » ; ce registre doit être conservé sur le chantier même ou, en cas d'impossibilité, au siège de l'établissement. »

2.6.2. Accès aux zones de travaux.

- Le titulaire devra se conformer aux prescriptions des arrêtés de circulation pris par les gestionnaires de la voirie.
- Il devra assurer **pendant la durée de son marché**, l'entretien et le nettoyage des voies publiques franchies ou sur lesquelles ses accès se raccordent.
- Il devra assurer la signalisation aux points de liaison avec les voies publiques.

2.6.3. Installation électrique générale

Chaque entreprise pourra se raccorder à l'aide d'enrouleurs conformes et en bon état d'entretien sur l'installation réalisée au moyen de tableaux de prises (Tableau comprenant 6 prises mono 16 A, 1 Prise 32 A, 1 Prise 20A mono).

L'implantation des tableaux de prises sur le site sera mise en place de telle sorte qu'il ne soit pas utilisé de rallonges de plus de 25 mètres.

Une vérification de l'installation électrique provisoire de chantier sera faite avant le démarrage des travaux par le titulaire et une attestation de conformité sera remise au coordonnateur SPS

Le coordonnateur pourra consulter les registres de vérifications de ces matériels sur sa simple demande verbale.

Les PPSPS devront préciser les besoins des entreprises lorsque l'enchaînement des tâches conduit à envisager des plates-formes communes.

3. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

3.1. Prestations spéciales pour travaux sous circulation

Est à la charge de l'entreprise par l'(les) entreprise(s) titulaire(s) des marchés de travaux sous le contrôle de la DIR Nord.
Qui doit la maintenir sur toute section hors travaux

La signalisation du chantier respectera les conditions du C.C.A.P. et du C.C.T.P.

Cette signalisation devra être conforme à l'instruction interministérielle de la signalisation routière, livre 1, signalisation des routes, définies par l'arrêté du 24 novembre 1967.

3.2. Autres activités et autres Maîtres d'Ouvrages

Dans le cadre de ces travaux, d'autres Maîtres d'Ouvrage pourraient intervenir à proximité de l'emprise du chantier. Concernant leurs propres prestations de cette opération, ils les réaliseront en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la Loi n° 14.18 du 3.06.92 et définies par les décrets du 26.12.94 et du 4 et 6 mai 1995, complété par le décret 20031.12.1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92.57 du 24-68 du 24 janvier 2003.

En particulier, les Maîtres d'Ouvrage se concerteront pour prévenir les risques résultant de l'interférence de leurs interventions, selon l'article L. 4531-3.

3.3. Intervention spécifique

En cas d'accident, acte de malveillance ou événements climatiques, l'entreprise est tenue également d'intervenir dans un délai de 30 minutes sur injonction spécifique émanant soit du maître d'œuvre (ordre de service, lettre ou télécopie de commande) pour assurer les pose, dépose, remplacement, remise en état ou nettoyage de signaux, panneaux ou dispositifs de signalisation ou d'éclairage du chantier, ainsi que pour tous autres dispositifs de retenue ou de séparation des voies, ou à la demande du coordonnateur SPS.

4. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

4.1. Hygiène et conditions d'hébergement

Le code du travail précise les conditions de vie et la qualité des installations destinées à recevoir, au moins durant les repas et le changement de vêtements, le personnel effectuant ces travaux, et vise à leur assurer un minimum de confort et une certaine décence.

Ces obligations réglementaires seront à observer scrupuleusement, et la permanence de la propreté dans la zone d'hébergement sera une réalité de tous les instants. En particulier, l'évacuation des déchets alimentaires sera effectuée quotidiennement.

Le projet des installations de chantier qui doit être soumis à l'agrément du Maître d'Oeuvre indique notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau et d'électricité et d'assainissement et leur date de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Des installations autonomes pourraient être mis en place selon l'avancement des travaux par secteur d'intervention.

4.2. Protection contre les eaux

L'entrepreneur doit également, sous sa responsabilité et à ses frais, assurer la protection de son chantier contre les eaux de toutes natures et de toutes origines et en assurer l'évacuation, par tous moyens et ouvrages nécessaires et prendre toutes les mesures pour éviter les pollutions.

4.3. Nettoyage et remise en état des lieux

L'entrepreneur devra veiller en permanence, à la propreté du chantier et procéder aux nettoyages.

Si les matériaux (remblais, terre végétale, etc..) sont répandus accidentellement sur les voies routières et sur accotements, l'entrepreneur sera tenu de procéder immédiatement et obligatoirement, sous la direction du maître d'œuvre, aux balayages et nettoyages des lieux, avec arrosage sous pression si besoin est.

4.4. Suivi de l'élimination des déchets (SOSED) dispositions spécifiques

L'entreprise précisera :

- Les centres de stockage ou les centres de regroupement ou les unités de recyclages vers lesquels seront acheminés les différents déchets à éliminer.
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets.
- Les moyens de contrôle, suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.
- L'ensemble des déblais destinés à être évacué doit l'être avant la remise en service de la circulation. Le stockage provisoire de déblais sur la bande d'arrêt d'urgence, après la réouverture des voies de circulation est totalement proscrit.

5. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

5.1. Renseignements pratiques propres à l'opération

5.1.1. Renseignements généraux

S.A.M.U. ☐ 15

GENDARMERIE
Gendarmerie Nationale ☐ 17

MEDECINS, HOPITAUX et PHARMACIENS

- À contacter localement,
- À préciser par les PPSPS,
- À afficher dans les installations propres.

5.1.2. Dispositions propres à chaque entreprise

Sauveteurs secouristes du travail

Chaque entrepreneur devra assurer la **présence permanente** de Sauveteurs secouristes du travail (SST) propres à son entreprise ou par concertation avec les autres entreprises présentes **réellement sur le chantier**, en s'inspirant des conditions fixées par l'Article R 4224-15 du Code du Travail.

Les Sauveteurs secouristes du travail (SST) devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc.).

Premiers soins

Chaque atelier de travail devra disposer d'une trousse de premier soin dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des SST.

5.2. Mesures communes d'organisation des secours

Le titulaire, pendant son intervention :

- Établira les consignes de premier secours qui **contiendront les indications à donner au service de secours pour les modalités des accès**,
- Renseignera l'affiche « appel en cas d'accident » et veillera à ce qu'elle soit toujours accessible et qu'elle présente une parfaite lisibilité,
- Tiendra à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical, en veillant que le nombre minimal soit effectivement atteint.

Les autres entreprises présentes lui fourniront les renseignements correspondants.

5.3. Plan de secours

Une fiche précisant les appels en cas d'urgence est jointe en annexe.

NB : A préciser dans le PPSPS **suivant les lieux d'intervention**.

6. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1 Toutes entreprises

6.1.1 Inspection commune

En application des articles R4532-11 à R4532-16, le Coordonnateur doit procéder à une **inspection commune** avec **toute entreprise**, titulaire ou sous-traitante, **préalablement à son intervention**.

Au cours de cette inspection commune sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- les consignes à observer et à transmettre,
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu **avant remise du PPSPS**.

Chaque entreprise devra prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS pour réaliser la visite d'inspection commune au moins 15 jours avant son intervention sur le chantier !

6.1.2 Mise à disposition des Documents

Un exemplaire à jour du P.G.C.S.P.S. est tenu disponible en permanence sur le chantier (charge titulaire).

Un exemplaire à jour du P.P.S.P.S. est tenu disponible en permanence sur le chantier, avec les avis de médecin du travail et du CHSCT, et conservé par l'entreprise pendant une durée de cinq ans, à compter de la réception de l'ouvrage.

Dans le cas où une des mesures prévues n'a pu être appliquée, l'Entreprise indique sur le plan, les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été en œuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du Coordonnateur, du médecin du travail, du CHSCT, de l'Inspection du Travail, de la CRAM et de l'O.P.P.B.T.P.

Le P.P.S.P.S. tenu sur le chantier peut être consulté par les membres du CHSCT (ou à défaut les délégués du personnel), le médecin du travail, l'Inspecteur du Travail, de la CRAM et l'O.P.P.B.T.P.

6.1.3 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Dans le cadre des PPSPS, les entreprises procéderont à l'analyse des risques correspondant aux méthodes qu'elles se proposent **d'adopter réellement**, suivant un canevas type.

Toutes les entreprises intervenant sur le site, titulaires et sous-traitants, devront établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) dans un délai maximum de 30 jours à dater de la réception du contrat signé du représentant du Maître d'Ouvrage.

Pour la présentation du PPSPS, les entreprises utiliseront le cadre type joint en annexe 1 au présent PGCSPPS

Elles veilleront à traiter les 3 types de risques prévus par les articles R4532-64 et R4532-65 du Code du Travail :

- 1** Mesures spécifiques pour prévenir les risques spécifiques :
 - générés par l'exécution de travaux dangereux **par d'autres entreprises**,
 - générés par les contraintes propres du chantier ou de son environnement.
(Circulations ou activités d'exploitation dangereuses notamment)
- 2** Description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques sur les **salariés des autres intervenants**. (Notamment ceux figurant sur la liste de travaux à risques particuliers)
- 3** Dispositions à prendre pour prévenir les risques générés par l'activité de l'entreprise sur ses **propres salariés**

Nota : Si pour l'un de ces points, l'analyse révèle l'absence de risques, l'entrepreneur en fait mention expresse dans le PPSPS

Chaque entreprise et sous-traitants devront communiquer leur PPSPS avant tout début de travaux au Coordonnateur SPS de la phase réalisation.

Le PPSPS sera continuellement mis à jour en fonction des évolutions du chantier ou d'éléments nouveaux.

Nous demandons que chaque PPSPS (toutes les entreprise intervenantes, y compris sous-traitant), soient portés à la connaissance des autres entrepreneurs, par ailleurs, la totalité des PPSPS devront être mis à jour et consultables à tout moment et disponible dans une armoire situé dans les locaux base vie, et ce, afin que l'ensemble des intervenants puissent prendre en compte les différents modes opératoires prévus.

Avant de rédiger son propre PPSPS chaque entreprise doit obligatoirement prendre connaissance du plan d'installation de chantier et des PPSPS des entreprises qui interviennent.

6.2 Entreprises titulaires

RAPPEL : Article R4532-60 du Code du Travail :

Obligation pour tout titulaire de remettre à ses sous-traitants

- un exemplaire du PGCSPS
- un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie de chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs (ce peut être son propre PPSPS).
- Réaliser l'accueil et la formation à la sécurité spécifique au chantier

6.3 Sujétions dues à la présence simultanée d'entreprises différentes sur le chantier

L'entrepreneur est tenu de participer aux réunions de chantier pendant lesquelles la coordination de sécurité sera abordée, notamment en ce qui concerne :

- le calage permanent du calendrier d'exécution,
- l'organisation de la Coactivité,
- l'organisation de la circulation,
- l'analyse des mesures de sécurité en cours et la définition des mesures à observer.

6.4 Obligations et responsabilités des entreprises.

La tenue du respect des délais ne saurait être un obstacle aux règles de sécurité.

L'Entreprise sera donc tenue de mettre en œuvre tous les moyens compatibles entre les respects des délais et de règles de sécurité.

Dans le cas d'une difficulté ou d'une impossibilité, l'Entreprise devra en informer immédiatement le Coordonnateur SPS.

Dans le cas d'une situation litigieuse, le Coordonnateur SPS pourra consulter ou faire appel à un organisme spécialisé.

Il est rappelé à l'Entreprise que lors d'un risque sérieux d'atteinte à l'intégralité physique d'un intervenant existe du fait de l'inobservation ou du manque des règles de sécurité, le Coordonnateur pourra en référer au Maître d'Ouvrage qui prendra toutes les mesures adéquates notamment en faisant arrêter le chantier.

L'Inspecteur du Travail pourra également saisir le juge des Référés pour une fermeture temporaire du chantier.

L'entreprise responsable en subira alors toutes les conséquences pénales et financières.

6.2.Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)

Non concerné en phase préparatoire

7. ANNEXES

1. CADRE POUR LES INSPECTIONS COMMUNES
2. CADRE POUR L'ELABORATION DU PPSPS
3. FICHES PPSPS
4. CONSIGNES DE SECURITE
5. CONSIGNES DE CIRCULATION
6. CADRE TYPE POUR L'AUTORISATION DE CONDUITE D'ENGINS
7. CADRE TYPE POUR ACCUEIL ET FORMATION A LA SECURITE
8. DECLARATION PREALABLE

Annexe 1 – Projet de Cadre d'inspection commune



BECS - Agence Nord
BUREAU d'ETUDE et de
CONSEIL EN SECURITE

Opération:

à :

Maître d'ouvrage:

COMPTE RENDU DE VISITE D'INSPECTION COMMUNE					
Pièce jointe au registre journal					
Lot	Entreprise	Qualité	Effectifs	Debut des travaux	Durée ou fin de travaux
		Titulaire			
	Adresse :	Co traitant			
		Sous-traitant			
	E-mail				
	Tel.				
	Fax.				

Responsable de l'Entreprise :	Conducteur de travaux :
Chef de chantier :	Chargé de sécurité Entreprise :

P.P.S.P.S. de l'Entreprise

☐ Remis

A remettre avant le début des travaux

L'entreprise prévoit de sous-traiter

☐ OUI

☐ NON

si oui, transmettre le PGC et le PPSPS à l'entreprise sous-traitante.
 Prendre RDV avec le CSPPS pour la visite d'inspection commune

Coordonnées du sous traitant :

L'entreprise est un sous-traitant de :

Le P.P.S.P.S. de l'Entreprise titulaire a été remis au Sous-Traitant ☐ OUI ☐ NON

Les dispositions relatives à la prévention et à la sécurité du chantier détaillées dans le P.G.C., ont été rappelées et précisées au représentant de l'entreprise (R 4532-13) :

- ☐ Principe généraux de prévention
- ☐ Consigne d'alerte, Plan d'installation : voir le bureau de chantier
- ☐ Formation des travailleurs de l'entreprise, Accueil des travailleurs de l'entreprise y compris les intérimaires
- ☐ Rappel de l'obligation pour chacun, de maintenir en état les protections collectives
- ☐ Risques propres à l'entreprise, Risques exportés, Risques importés
- ☐ Le PPSPS du lot gros œuvre est disponible dans le bureau de chantier
- ☐ C.I.S.S.C.T. : présence et obligations si niveau 1

Sujétions Particulières / moyens de préventions

L' (Les) entreprise(s), représentée(s) par _____ reconnaît(aissent) avoir reçu du coordonnateur S.P.S. toutes les informations et documents mentionnés ci-dessus.

Date

Le Coordonnateur S.P.S.

L'Entreprise

Annexe 2 – Cadre pour l'élaboration du PPSPS

CADRE TYPE POUR L'ETABLISSEMENT DU P.P.S.P.S.

1 RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- 1.1 Dénomination du chantier (Adresse et téléphone)
- 1.2 Maître d'Ouvrage
- 1.3 Maître d'Œuvre
- 1.4 Coordonnateur de sécurité (Conception et Réalisation)
- 1.5 Nom et adresse de l'entreprise
- 1.6 Nom et qualité du ou des responsables des travaux
- 1.7 Nature et importance des travaux à réaliser
- 1.8 Date de démarrage des travaux
- 1.9 Délai d'exécution des travaux
- 1.10 Planning prévisionnel des travaux
- 1.11 L'effectif du personnel et son évolution
- 1.12 Noms et adresse des sous-traitants (avec description des travaux sous-traités, les personnes responsables)
- 1.13 Le phasage des travaux
- 1.14 Les dates d'intervention dans le phasage entreprises ou sous-traitants.

2 DISPOSITIONS EN MATIERE DE SECOURS ET D'EVACUATION

- 2.1 Consignes des premiers secours
- 2.2 Nom et qualité du correspondant de sécurité
- 2.3 Nombre de travailleurs secouristes
- 2.4 Matériel médical sur le chantier
- 2.5 Dispositions pour le transport
- 2.6 Définition du trajet ou circuit en cas de secours
- 2.7 Définition du point d'accueil

Nota : Faire mention du renvoi au P.G.C. (Plan Général de Coordination) si ces conditions y sont prévues.

3 HYGIENE DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DES LOCAUX DESTINES AU PERSONNEL

- 3.1 Effectif prévisible et son évolution
- 3.2 Horaires de travail
- 3.3 Description des installations (capacité, volume, entretien, hébergement, sanitaires, etc...)
- 3.4 Emplacement sur le chantier (schéma).
- 3.3 Définition des circulations piétons, véhicules et des stationnements
- 3.5 Date de mise en service prévisible
- 3.6 Liste du matériel et des produits utilisés
- 3.7 Transport et hébergement du personnel

4 MESURES DE PREVENTION DES RISQUES

4.1 Généralités importantes

Les mesures prises pour prévenir les risques incluent :

4.11 L'analyse détaillée des procédés de construction et d'exécution et les modes opératoires

4.12 Les risques prévisibles liés :

- ◆ aux modes opératoires
- ◆ aux matériels
- ◆ aux dispositifs et installations
- ◆ à l'utilisation de substances ou préparations
- ◆ aux déplacements du personnel
- ◆ à l'organisation du chantier.

4.13 Les conditions du contrôle de l'application des mesures

4.14 Les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protections collectives.

4.2 Mesures spécifiques

4.2.1 Mesures spécifiques pour prévenir les risques spécifiques :

- ◆ générés par l'exécution de travaux dangereux par d'autres entreprises
- ◆ générés par les contraintes propres au chantier ou de son environnement

(Circulation ou activités d'exploitation dangereuses notamment).

4.2.2 Description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques sur les salariés et autres intervenants (notamment, ceux figurant sur la liste de travaux à risques particuliers).

4.2.3 Dispositions à prendre pour prévenir les risques générés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés.

5. EXEMPLE DE TABLEAUX D'ANALYSE DE RISQUES DE POSTE, DE TACHE ET DE PHASE D'EXECUTION DE TRAVAIL

5.1 Risques engendrés par mon personnel par l'exécution de mes travaux

Mode opératoire Tâche par tâche	Risques encourus	Mesures prises	Application Contrôle Maintenance
------------------------------------	------------------	----------------	--

5.2 Risques engendrés par mes travaux du fait de l'activité des autres travaux

Description des tâches	Risques encourus	Mesures prises	Application Contrôle Maintenance
---------------------------	------------------	----------------	--

5.3 Contraintes du chantier et de l'environnement sur mes travaux

Contraintes rencontrées	Risques encourus	Mesures prises	Application Contrôle Maintenance
----------------------------	------------------	----------------	--

5.4 Risques engendrés par mes travaux sur l'activité des intervenants

Mode opératoire Tâche par tâche	Risques encourus	Mesures prises	Application Contrôle Maintenance
------------------------------------	------------------	----------------	--

Nota : Si pour l'un de ces points, l'analyse révèle l'absence de risques, l'entrepreneur en fait mention expresse sur le P.P.S.P.S. et non l'indication sans objet.

Annexe 3 – Fiches PPSPS

FICHES PPSPS

FICHE 1 :

- Renseignement
- Signalisation du chantier

FICHE 2

- Préparation du chantier
- Amenée, montage et repliement du matériel
- Installation et cantonnement de chantier
- Aménagement des lieux de stockage
- Circulation à pied sur le chantier

FICHE 3

- Utilisation des matériels, engins et véhicule de chantier
- Opération de levages

FICHE 4

- Technique de construction ou déconstruction
- Organisation des travaux
- Approvisionnement du chantier

FICHE 5

- Pose de canalisations
- Installation des ateliers
- Implantation piquetage

FICHE 6

- Coffrages
- Armatures
- Incorporations
- Bétonnage
- Maçonnerie

FICHE 7

- Travaux en élévation
- Travaux de fixation
- Travaux de ponçage, de projection de matières
- Produits
- Travaux de collage, de finition, et de calfeutrement

FICHE 8

- Travaux divers (usinage, découpage, soudage ...)
- Installation électrique
- Raccordement électrique, branchements d'appareils
- Bruit

FICHE 9

- Essai hydraulique et pneumatique des installations
- Mise en route des chaudières, des appareils tournants
- Opération avant raccordement électrique
- Exécution des travaux d'ordre électrique
- Essais électriques

FICHE 10

- travaux de préparation des surfaces et de mise en peinture

FICHE PPSPS N°1	
CONTENU DU PPSPS	OBJECTIFS
<p>RENSEIGNEMENT</p> <p>Concernant l'entrepreneur Concernant les intervenants sur le chantier (Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, Coordonnateur SPS.....) Concernant les organismes de prévention et de secours</p> <p>Consignes de premier secours Identification des secouristes Listes du matériel médical existant sur le chantier Listes des moyens d'évacuation des victimes d'accident, et listes des services hospitaliers les plus proches du chantier</p> <p>Application des dispositions du décret du 8 janvier 1965 Description des installations de chantier</p> <p>Mesures de prévention prises pour prévenir des risques induits par les travaux des autres intervenants sur le chantier</p> <p>Description des travaux pouvant présenter des dangers vis-à-vis des autres intervenants et indiquer leur planification</p> <p>Mentionner les DICT Rappeler les démarches faites auprès des services de polices, de l'équipement, de la commune etc..... Exposer les dispositions prises en matière de signalisation de chantier Mentionner les dispositions prises afin d'isoler les zones de travaux (clôtures, balisages...)</p> <p>Rappeler que les conducteurs d'engins doivent être munis d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur (ainsi que le CACES) Rappeler les risques et les mesures de prévention prises pour chaque phases de travaux Joindre, si elles existent les consignes de sécurité propre à chaque machines</p> <p>Enoncer les mesures prises pour l'entretien des pistes Enoncer les mesures prises pour assurer une circulation en toute sécurité Plan de circulation, les accès , zone de stationnement, de stockage, de livraison etc.....</p> <p>SIGNALISATION DU CHANTIER</p> <p>Contacts pris ou à prendre avec les services de polices, de l'équipement, etc..... Contacts pris ou à prendre avec les occupants et/ou les propriétaires des immeubles riverains Dispositions retenues pour assurer la signalisation et la clôture du chantier de jour comme de nuit</p>	<p>Renseignement administratif</p> <p>Dispositions à prendre en matière de secours et d'évacuation</p> <p>Dispositions à prendre en matière d'hygiène et de conditions de travail</p> <p>Prévention des risques induits par les autres intervenants</p> <p>Prévention des risques générés sur les autres intervenants du chantier</p> <p>Prévention des risques liés à l'environnement vis-à-vis des salariés</p> <p>Prévention des risques liés à la conduite des engins vis-à-vis des salariés</p> <p>Prévention des risques liés à la circulation des engins vis-à-vis des salariés</p> <p>Assurer la sécurité des personnes et des biens aux abords du chantier</p>

FICHE PPSPS N°2	
CONTENU DU PPSPS	OBJECTIFS
<p>PREPARATION DU CHANTIER</p> <p>Aménagement des zones de circulation, de stockage, et de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> -Accès chantier -Signalisations internes du chantier -Constitution des pistes -Emplacements de travail <p>Démarches à faire et services à consulter avant travaux ou à prévenir en cas de rencontre inopinée de câbles, et canalisation enterrée (ou engins de guerre)</p> <p>Définition de la conduite à tenir en cas d'accident</p> <p>Repérage des lignes existantes, indications sur les gabarits ou autres protections réalisées ou à réaliser</p> <p>Amenée, montage et repliement du matériel</p> <p>Enoncé les dispositions prises afin que soient respectées les prescriptions du code de la route</p> <p>Définition des lieux de stockage</p> <p>Définition des modes opératoires, des engins et des appareils de levage</p> <p>Mesures à prendre pour assurer la stabilité des installations dans toutes les phases du montage</p> <p>Description du matériel électrique, emplacement et caractéristiques des dispositifs de coupure et de protection, qualité des câbles d'alimentation des appareils</p> <p>Description du matériel de lutte contre les incendies</p> <p>INSTALLATIONS DES CANTONNEMENTS ET BUREAUX</p> <p>(implantation et composition)</p> <ul style="list-style-type: none"> - cantines - logements - bureaux d'entreprises, maître d'ouvrage, maître d'œuvre, BET, pilote - déplacements du personnel sur le chantier <p>Liaisons sur chantier (téléphone intérieur, appel...)</p> <p>AMENAGEMENT DES LIEUX DE STOCKAGE</p> <p>Lieux de stockage</p> <ul style="list-style-type: none"> -Moyens de calage -Moyens de chargement et de déchargements <p>Définir le mode de stockage des déblais et leur mode de chargement et d'évacuation</p> <p>Descriptions des installations de stockage de liquide ou gaz inflammables</p> <p>CIRCULATION A PIED DANS LE CHANTIER</p> <p>Signalisation interne du chantier (fléchage, panneaux...)</p> <p>Définir les équipements de protection individuelle (chaussures, casque)</p>	<p>Permettre au personnel, aux engins et véhicules d'accéder au poste de travail dans des conditions satisfaisantes</p> <p>Limitier les risques d'accident dus à l'existence connue ou non de câbles ou de canalisations enterrées</p> <p>Eliminer toute possibilité de contact accidentel du matériel avec des lignes aériennes électriques sous tension</p> <p>Eviter les accidents ou incidents en cours de transport</p> <p>Prévenir les risques d'électrisation</p> <p>Prévenir les risques d'incendie</p> <p>- Respecter les règles minimales d'hygiène</p> <p>- Protéger les zones exposées aux chutes d'objets</p> <p>Protéger certains passages contre les risques de chutes de personnes (bords de fouilles, franchissement des fouilles périphériques, remblaiement des fouilles périphériques...)</p> <p>Assurer la stabilité, et la reprise aisée des éléments stockés</p> <p>Accès normal au poste de déchargement</p> <p>Eliminer les surcharge en bord de fouilles</p> <p>Prévenir les risques d'incendie et d'explosion</p> <p>Permettre au personnel de se déplacer dans des conditions satisfaisantes</p> <p>Eviter :Les accidents à la tête et aux pieds lors des déplacements</p>

FICHE PPSPS N°3	
CONTENU DU PPSPS	OBJECTIFS
<p>UTILISATION DES MATERIELS, ENGINS ET VEHICULES DE CHANTIER Dispositions prises pour le guidage des camions, lorsque la zone d'évolution est encombrée ou accidentée</p> <p>Enoncé des dispositions prises et des consignes particulières</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dispositif de sécurité des engins utilisés au levage - Examen des câbles soumis à des sollicitations particulières - La manutention des charges de grandes dimensions - Le déplacement éventuel des engins en charges <p>Rappeler que les conducteurs d'engins doivent être munis d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur (ainsi que le CACES</p> <p>La définition des appareils de levage et des modes d'accrochage des charges La définition des modes opératoires</p> <p>Disposition retenue pour réaliser le balisage des zones dangereuses</p> <p>La description des dispositifs permettant d'empêcher ou de prévenir la rupture intempestive des canalisations sous pression</p> <p>Enoncé des dispositions prises et consignes particulières concernant l'entretien des matériels, installations, engins et véhicules</p> <p>OPERATIONS DE LEVAGES Types d'engins et caractéristiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compatibilité de l'engin de levage avec le poids et les dimensions des charges (appareils compris) - Compatibilité de la hauteur de levage de l'engin avec la hauteur maximale d'approvisionnement des charges - Emplacement à poste fixe ou mobile - Evolution des emplacements (en plan et en élévation) au cours des phases de travaux - Aires d'évolution et de couverture des zones de reprise et d'approvisionnement - Haubanages, ancrages, stabilisation - Description des modes d'arrimage et d'élinguage des charges - Définition du montage et du démontage - Instructions pour les périodes de grands vents (limites d'emploi, stabilisations supplémentaires...) - Mises en girouettes - Accès au poste de commande/visibilité/relais, guidages <p>Définition des caractéristiques des appareils de levage compatibles avec les charges et les dimensions des éléments à lever Définition des moyens de blocage des installations de levage motorisées prenant appui sur l'ouvrage en vue d'éviter leur renversement Aménagement des recettes pour recevoir les charges Instructions concernant les précautions à prendre pour les manutentions par grand vent</p>	<p>Eliminer les risques créés par les véhicules et engins circulant ou travaillant sur le chantier Eviter les heurts avec un piéton, ou engins</p> <p>Prévenir les accidents pouvant survenir en cours de manutention Empêcher le renversement des engins utilisé pour le levage des charges</p> <p>Prévention des risques liés à la conduite des engins vis-à-vis des salariés</p> <p>Empêcher les retombées de charges</p> <p>Protéger les zones exposées aux risques de chutes d'objet, ou heurt avec les engins</p> <p>Se prémunir contre la projection accidentelle d'éléments divers</p> <p>Prévenir les accidents de toute nature</p> <p>Eviter les survols ou contacts dangereux (lignes électriques, obstacles)</p> <p>Garantir les gabarits de sécurité autour des parties mobiles Assurer des manœuvres précises et sûres</p> <p>Vérifier la compatibilité des suppressions momentanées des moyens de levage avec le planning des travaux (absence de manutention, libération de l'espace d'évolution, etc..)</p> <p>Possibilité de mise en girouette :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Sans risque pour l'opérateur ♦ Sans risque pour l'espace balayé <p>- Protéger le personnel contre les suites d'une fausse manœuvre : heurt, happage, coincements, chutes, écrasements, remise en route inopinée au cours de l'entretien...</p> <p>Eviter la retombée de l'appareil de levage et des charges sur le personnel évoluant au sol</p>

FICHE PPSPS N°4	
CONTENU DU PPSPS	OBJECTIFS
<p>TECHNIQUES DE CONSTRUCTION OU DECONSTRUCTION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Description sommaire de l'ouvrage à construire ou à détruire : Caractéristiques principales accompagnées des croquis essentiels nécessaires à la compréhension (plans, coupes....) - Description des principales techniques retenues (maçonneries, béton coulé en place, préfabrication, etc..) <p>ORGANISATION DES TRAVAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> - Planning sommaire montrant les délais principaux, les cadences, l'ordre et l'imbrication des phases. - Etat du site et aménagement des abords : - Contacts pris auprès des différents concessionnaires, services publics ; - Clôtures, éclairage, balisage ; - Voisinage du chantier ; - Accès au chantier (gabarits etc.) Stationnement aux abords. <p>APPROVISIONNEMENT DU CHANTIER</p> <p>Enoncé des dispositions prises afin que soient respectées les prescriptions du Code de la route pour le transport des pièces de grande longueur et de grande hauteur, etc..</p> <p>Dispositions d'arrimage du matériel transporté, colisage...</p> <p>Définition des points de pénétration des véhicules de transport sur le chantier, règle de circulation sur le site</p> <p>Etude de compatibilité des caractéristiques des engins de levage avec les poids et dimensions des éléments à mouvoir</p> <p>Instructions relatives à l'utilisation d'appareils ou accessoires spéciaux (palonniers, élingues, fourches, etc..)</p> <p>Règles particulières de manœuvre en cas de déchargement à la main d'ouvrages de grandes dimensions (panneaux de façades, vitrages...)</p> <p>Ordre de rangement, moyens de calage</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer notamment le remblaiement des fouilles périphériques aussitôt que possible au planning - Assurer la sécurité des personnes et des biens aux abords du chantier - Prévenir les risques dus à la proximité des lignes électriques existantes (aériennes ou souterraines) et autres réseaux <p>Survol des grues : protections contre les chutes d'objets</p> <p>Eviter les incidents ou les accidents en cours de transport</p> <p>Assurer le déroulement correct des opérations de chargement, déchargement et de stockage des matériels et matériaux</p>

FICHE PPSPS N°5	
CONTENU DU PPSPS	OBJECTIFS
<p>POSE DE CANALISATIONS</p> <p>Câbles électriques ou de télécommunications</p> <p>Forces des vérins, et dispositions prises pour assurer l'horizontalité et l'orientation des tourets Les moyens de communications pour assurer la coordination des manœuvres et la liaison entre les différents postes de travail Description du matériel, emplacement et caractéristiques des dispositifs de coupure et de protection</p> <p>Canalisations fluides</p> <p>Moyens mis à la disposition du personnel, modes opératoires Instructions particulières pour l'emploi de certains matériels ou outils (brûleurs, chalumeaux....)</p> <p>Références des instructions, prescriptions ou consignes d'utilisation</p> <p><u>INSTALLATION DES ATELIERS Mécanique et entretien</u> <u>-Ferrailage (implantation, composition, fonctionnement...)</u> -Préfabrication (implantation, composition, fonctionnement)</p> <p>IMPLANTATION PIQUETAGE</p> <p>Enumération des zones dangereuses Définition des moyens mis à la disposition des exécutants pour réaliser ces travaux, tenant compte de l'état du chantier, de son accès et de son environnement</p>	<p>Eviter le renversement des tourets pendant le tirage</p> <p>Eliminer les risques d'électrisation du personnel, engendré par l'utilisation de machines de déroulage électrique</p> <p>Prévenir les accidents de toute nature pouvant survenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au cours de la manutention - Au cours de travaux tels que coupes de tubes, soudures, mise en place de revêtements à chaud..... <p>Prévenir les intoxications, les lésions cutanées ou oculaires lors de l'emploi de produits contenant des substances toxiques ou dangereuses (colles, décapants....)</p> <p>Encombrement des voies chantier risques en bordure de fouille Assurer des accès et cheminements sûrs</p> <p>Eviter les accidents et les incidents susceptibles de survenir lors des opérations de piquetages</p>

FICHE PPSPS N°6	
CONTENU DU PPSPS	OBJECTIFS
<p>COFFRAGES</p> <p>Description des coffrages et équipements Etude de rotation des coffrages Délais de décoffrages Stockages intermédiaires de certains coffrages Choix des moyens et méthodes de manutention des coffrages et des équipements connexes Etude de rotation des équipements connexes dans l'espace et le temps, pour chaque type de coffrage (poteaux, banches, tables, tunnel...) Montage et démontage des coffrages Coffrages glissants ou grimpants : mise en place au départ et retrait en fin d'ouvrage</p> <p>ARMATURES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mode d'approvisionnement - Mise en place sur ou dans les coffrages - Mode de montage des grands ferrailages (radiers, etc.) <p>INCORPORATIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Electricité - Plomberie -Chauffage <p>BETONNAGE</p> <p>Transport du béton jusqu'au lieu d'emploi (horizontalement et verticalement) Type de bennes à béton Pompage Mode de mise en place du béton dans les coffrages Vitesse de bétonnage Vibrations</p> <p>MAÇONNERIE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approvisionnement des matériaux et stockage au poste de travail - Le poste de travail des maçons (échafaudages, etc..) <p>PREFABRICATION</p> <p>Approvisionnement et mise en place Fabrication sur chantier (atelier préfa.) Stockage chantier (installations) Approvisionnement au lieu d'emploi (les appareils ont été définis au chapitre « moyens de levage ») Réception, étaieement provisoire Description du matériel et des manœuvres pour chaque type : murs, façades, planchers, acrotères, poutres, dalles, etc.. Coulage des nœuds et des joints Enlèvement des étaieements provisoires et transfert</p>	<p>Accès au poste de travail Continuité des protections contre les chutes de hauteur Espace de travail Analyse du bon fonctionnement (technique et prévention) du procédé au cours de toutes les phases du cycle</p> <p>Accès au poste de travail Continuité des protections contre les chutes de hauteur Espace de travail Protections éventuelles contre les risques d'empalements Protection individuelle (gants...)</p> <p>Accès au poste de travail Continuité des protections contre les chutes de hauteur Espace de travail Protection contre les renversements de coffrages</p> <p>Survol du chantier : éviter les heurts, les chutes d'objets</p> <p>Postes de travail y compris l'accès des préposés au bétonnage et continuité des protections contre les chutes</p> <p>Mode de protection et continuité des protections contre les chutes de hauteur</p> <p>Postes de travail y compris l'accès et l'espace de travail. Continuité des protections Protection contre les heurts et les chutes d'objets Protection contre les chutes de hauteur</p> <p>Eviter l'effondrement par dés étaieement prématuré Eviter les risques liés aux manipulations et transport manuel.</p>

FICHE PPSPS N°7	
CONTENU DU PPSPS	OBJECTIFS
<p>TRAVAUX EN ELEVATION</p> <p>Prendre les dispositions nécessaires en présence de lignes électriques aériennes accessibles Définition des moyens d'accès (y compris les issues de secours en terrasse) et de circulation lors de travaux en élévation Dispositions prises pour assurer la stabilité des moyens d'accès et de circulation Définition des matériels permettant de travailler en hauteur (plates-formes, nacelles, échafaudages divers, ...) Dispositions prises pour assurer la stabilisation et l'amarrage de ces matériels Définition des dispositifs de protection collective et des équipements de protection individuelle contre les chutes (garde-corps, filets horizontaux, antichute) Dispositions prises pour assurer la fixation des dispositifs de protection collective et des équipements de protection individuelle contre les chutes Instructions relatives à l'utilisation des dispositifs de protection individuelle Instructions relatives à la maintenance des dispositifs de protection collective et de protection individuelle Instructions relatives à la propreté et au non embarras des accès et surfaces de travail</p> <p>TRAVAUX DE FIXATION Instructions relatives à l'emploi et à l'entretien des machines et appareils <u>Description du matériel, valeur de la tension d'alimentation, emplacements et caractéristiques des dispositifs de coupure et de protection, qualité des câbles d'alimentation des appareils</u> Choix du matériel électrique : privilégier les outils portatifs alimentés par batteries incorporées</p> <p>TRAVAUX DE PONÇAGE, DE PROJECTION DE MATIERES</p> <p>Protections individuelles à définir en fonction de la nature des travaux (exemple : port de lunettes, de masques, de cagoules, de vêtements de protection, etc..)</p> <p>PRODUITS</p> <p>Rechercher les substances et produits chimiques dangereux (solvants, peintures...)</p> <p>TRAVAUX DE COLLAGE, DE FINITION, ET DE CALFEUTREMENT</p> <p>Dispositions prises pour limiter l'évaporation ou assurer l'évacuation des vapeurs des solvants et la protection individuelle du personnel</p>	<p>- Eviter les chutes du personnel et leurs conséquences</p> <p>Ne pas confier des machines ou appareils dangereux à du personnel non avisé des règles d'emploi et d'entretien Empêcher l'électrisation du personnel pouvant être engendrée par l'utilisation de machines mues électriquement</p> <p>Eviter notamment l'inhalation de poussières et les lésions oculaires</p> <p>Connaître les risques</p> <p>Eviter les contacts avec la peau, l'intoxication et l'explosion lors de la préparation ou de l'emploi de produits contenant des solvants toxique et/ou inflammable</p>

FICHE PPSPS N°8	
CONTENU DU PPSPS	OBJECTIFS
<p>TRAVAUX DIVERS (USINAGE- DECOUPAGE – SOUDAGE...)</p> <p>Indication précise des équipements individuels nécessaires (cagoule, gants, tabliers, chaussures de sécurité, etc....) Détermination des conditions de mises en places des écrans et de fonctionnement des appareils de ventilation ou d'aspiration de fumée Indication et localisation des installations d'approvisionnement des gaz comprimés Désignation de la personne chargée de contrôler l'état du matériel et des installations Descriptions des dispositifs et précautions à prendre pour empêcher</p> <ul style="list-style-type: none"> - La projection de pièces ou particules pour l'ouvrier - L'entraînement de la machine ou de la pièce en cas de blocage de l'outil - L'électrisation du personnel - La rupture intempestive des canalisations de fluides sous pression <p>Définitions du procédé de mise en place des calages Chronologie des opérations de scellement et désignation de la personne chargée de veiller à l'application du programme d'exécution Description des protections collectives et individuelles mise en place Dispositions prises pour mettre en place ou démonter les dispositifs de protection collective</p> <p>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</p> <p>Description générale des installations électriques et précisions particulières concernant les moyens de protection contre les contacts directs ou indirects. Notamment dans le cas de travaux en enceintes très conductrices, en vides sanitaires et dans le cas de branchements d'outils sur l'installation du client. Mesures prises pour éviter la destruction des installations Description du mode d'éclairage Dispositifs retenus pour réaliser le balisage des zones dangereuses ou description des barrières matérielles en interdisant l'accès Dispositions prises avec les exploitants, références des instructions et consignes remises au personnel</p> <p>RACCORDEMENTS ELECTRIQUES BRANCHEMENTS D'APPAREILS</p> <p>Nature des consignes Habilitation du personnel Matériel individuel de protection</p> <p>BRUIT</p> <p>Dispositions de nature à limiter le niveau sonore de certains postes de travail Moyens de protection individuelle</p>	<p>Assurer la protection du personnel contre , le rayonnement ultraviolet, les brûlures, l'électrisation, l'inhalation de produits toxiques, les blessures dues aux chutes de pièces</p> <p>Assurer la protection du personnel utilisant des outils portatifs et exposé de ce fait aux risques de heurt , de projection de particules, d'électrisation....</p> <p>Assurer une protection efficace contre les risques d'électrocution</p> <p>Eliminer toutes possibilités de contact ou d'amorçage accidentel du matériel ou des matériaux avec les lignes électriques aériennes sous tension surplombant le chantier</p> <p>Assurer une protection contre les risques électriques</p> <p>Eviter l'exposition au bruit</p>

FICHE PPSPS N°9	
CONTENU DU PPSPS	OBJECTIFS
<p>ESSAIS HYDRAULIQUES ET PNEUMATIQUES DES INSTALLATIONS</p> <p>Définition des modes opératoires Expérience du personnel Enseignement des procédures, leur contrôle (check-list)</p> <p>MISE EN ROUTE DES CHAUDIERES, DES APPAREILS TOURNANTS</p> <p>Définition des modes opératoires Expérience du personnel Enseignement des procédures, leur contrôle</p> <p>OPERATIONS AVANT RACCORDEMENT ELECTRIQUE</p> <p>Préparation des extrémités des conducteurs Utilisation des décapants Eclairage du poste de travail</p> <p>EXECUTION DE TRAVAUX D'ORDRE ELECTRIQUE</p> <p>Instruction et formation des personnes (carnets de prescriptions UTE C 18-510 ou C 18-530) Choix des méthodes de travail Désignation des personnes qualifiées possédant les habilitations requises</p> <p><u>Hors tension :</u></p> <p>Désignation chargé de consignation Calendrier des consignes</p> <p><u>Sous tension :</u></p> <p>Demande, ordre, autorisation de travail sous tension, instructions spéciales Désignation de tout le personnel amené à travailler sous tension</p> <p><u>Au voisinage des installations et équipements électriques :</u></p> <p>Instructions ou mesures à prendre visant à l'élimination des risques</p> <p>ESSAIS ELECTRIQUES</p> <p>Processus d'essais Pour l'installation électrique Pour la mise en service d'équipements mis en place par d'autres entreprises</p>	<p>Eviter les projections</p> <p>Eviter les explosions et les contacts avec des parties tournantes</p> <p>Eviter les brûlures, blessures (coupures, piqûres), etc</p> <p>Eviter les risques électriques lors de l'exécution de travaux sur ou au voisinage d'installations électriques en exploitation</p> <p>Eviter les risques électriques et mécaniques pour les intervenants eux-mêmes et pour les autres salariés présents sur le site</p> <p>Définir les règles transitoires et les faire connaître à l'ensemble des intervenants</p>

FICHE PPSPS N°10	
CONTENU DU PPSPS	OBJECTIFS
<p>TRAVAUX DE PREPARATION DES SURFACES ET DE MISE EN PEINTURE</p> <p>Définition des matériels et machines Description des matériels électriques : valeur de la tension d'alimentation, emplacement et caractéristiques des dispositifs de protection et de coupure, qualité des câbles d'alimentation Choix du matériel électrique : privilégier les outils portatifs alimentés par batteries incorporées Définition des dispositifs de sécurité des matériels et machines-outils (meuleuses, ponceuses, pistolets à haute pression, appareils de nettoyage à haute pression...) Instructions relatives à l'emploi des matériels et machines-outils Définition des moyens de ventilation mécanique des cuves, citernes et locaux dont l'atmosphère est confinée Définition des équipements de protection individuelle (gants, lunettes, appareils de protection respiratoire, vêtements de protection...) en fonction du travail effectué, des produits employés et du poste de travail. Instruction d'emploi des équipements de protection individuelle Définir les moyens de premiers secours et de lutte contre l'incendie</p>	<p>Eviter :</p> <p>Les accidents dus à l'emploi d'un matériel non adapté Les accidents électriques liés à l'emploi des matériels et machines</p> <p>Les accidents par coupures, perforation par jets à haute pression, brûlures...</p> <p>Les incendies et explosions lors de l'application des peintures</p> <p>Les blessures aux mains et aux yeux lors des travaux de décapage mécanique L'inhalation des poussières, vapeurs de solvants et aérosols de peintures lors des travaux de décapage au jet d'abrasif, de grenailage, de ponçage, d'application de peintures au pistolet...</p> <p>Intervenir et appeler les secours rapidement en cas d'accident ou de début d'incendie</p>

Annexe 4 – Consignes de sécurité



FAIRE APPELER UN SECOURISTE DU CHANTIER
(Identifiés par un sigle sur le casque)

o



: 15 - S.A.M.U. des bureaux de chantier
Ou le **112** depuis un téléphone portable

o



INDIQUER:



NATURE DE L'ACCIDENT



GRAVITE



NOMBRE DE VICTIMES



CIRCONSTANCES



ETAT SOMMAIRE DU BLESSE



ADRESSE DU CHANTIER et DE L'ACCES:

RN2 Déviation de Vauciennes – PSP n°

o



NE PAS RACCROCHER AVANT ACCORD DU S.A.M.U.

o



PREVENIR LE RESPONSABLE DU CHANTIER

o



ATTENDRE LES SECOURS A L'ACCES DU CHANTIER

Annexe 5 – Consignes de circulation

REGLES DE CIRCULATION

Engins de production ou de servitude, Véhicules de service

Tout d'abord

RESPECTER LE CODE DE LA ROUTE

Sauf dérogation expresse notifiée par les règles particulières applicables au chantier
Et énoncées ci-après

- ♦ Pour tout engin, le conducteur doit posséder **obligatoirement** une **autorisation de conduite** délivrée par l'employeur correspondant à la catégorie de son engin.
- ♦ Pour tout véhicule, le conducteur doit posséder **obligatoirement** un **permis de conduire** correspondant à la catégorie de son véhicule.
- ♦ **Utiliser un engin autorisé** et comportant un badge d'accès.
- ♦ **Allumer les feux de croisement** (codes) quelles que soient les conditions atmosphériques.
- ♦ **Allumer les feux spéciaux (gyrophare couleur orangée)**, si l'engin ou le véhicule progresse lentement (inférieure ou égale à 25 km/h).
- ♦ Avant utilisation, **faire le tour de l'engin attentivement** pour repérer et signaler toute fuite (même légère) ou anomalie.
- ♦ **Vérifier**, avant la mise en route **que personne** ne risque d'être **heurté au démarrage** (à proximité ou sous engin).
- ♦ **Pour entrer et sortir**, utiliser les **accès prévus, aménagés et signalés**.
- ♦ **Respecter la signalisation et le balisage** en place.
- ♦ **Respecter les règles de priorité** dans l'ordre décroissant d'importance suivant, la première citée étant la "**plus prioritaire**".
 - 1 - **véhicules de secours médical ou incendie**
 - 2 - **engins de chargement**
 - 3 - **engins de production en charge**
 - 4 - **engins de production à vide**
 - 5 - **priorité à droite pour les engins de servitude ou de service.**
- ♦ **Adapter sa vitesse** au type d'engin utilisé et à sa charge, à l'état et aux caractéristiques de la piste, aux conditions atmosphériques, à la signalisation en place, **sans dépasser** :
 - 1 - 60 km/h sur une piste en bon état et libre de toute activité
 - 2 - 40 km/h sur piste en bon état et sous circulation à sens alterné

3 - 20 km/h dans les zones de travaux

- ♦ **Tout dépassement est interdit**, sauf celui d'un engin à progression lente équipée d'un gyrophare.
- ♦ **Circuler à droite**
- ♦ **Précéder à des appels de phares ou coups de Klaxon** avant d'entreprendre le **dépassement d'un engin** équipé d'un gyrophare et **circulant à vitesse lente**.
- ♦ **Ne pas dépasser** sur les pistes, sauf lorsqu'il s'agit d'engins très lents, **feux spéciaux en fonctionnement**.
- ♦ **Les avertir** alors, par **appels de phares et Klaxon**.
- ♦ **Interdiction de suivre** tout engin ou véhicule **à moins de 50 m**.
- ♦ **Interdiction de stationner** sur les pistes, en dehors des zones réservées à cet effet.
- ♦ **Interdiction** de faire **demi-tour ou marche arrière** sur les pistes utilisée par les engins de production, sortir de la zone balisée.
- ♦ **Pour toute manoeuvre et notamment de recul**, dans des conditions de visibilité insuffisante ou à proximité **d'un point singulier (crête de talus, ouvrage, tranchée ou fouille, etc.)** ou un ou plusieurs signaleurs doivent assister le conducteur et prévenir les travailleurs survenant dans la zone où évolue le véhicule ou engin.
- ♦ **Le code de commandement** adopté par l'entreprise doit être **porté à la** connaissance du personnel et lui être enseigné.
- ♦ **Tout déchargement par l'arrière, en crête de talus** doit être accompagné par la prise de dispositions de sécurité requises : pose de pièces de butée, distance de recul déterminée en fonction de la stabilité du talus, etc...
- ♦ **S'assurer que la benne** est bien baissée sur le châssis **avant tout mouvement**.
- ♦ **Ne pas stationner** sur les pistes ouvertes à la circulation des engins de production ou sur les pistes d'accès de la voirie publique.
- ♦ **Maintenir**, par tout moyen approprié, un engin ou véhicule arrêté sans son conducteur sur un terrain déclive, **ne pas le disposer en travers de la pente**.
- ♦ **Choisir**, de préférence, **un terrain horizontal**.
- ♦ **Signaler**, dans les plus brefs délais, (signaux de détresse, feux spécialisés, fanions, triangles, bornes) tout engin ou véhicule **immobilisé**.
- ♦ **Pour éviter un accident, signaler** tout véhicule étranger au chantier car son conducteur est sensé ignorer les règles de circulation appliquées.
- ♦ **Interdiction de prendre des passagers à bord** d'un engin, sauf si l'engin est muni d'un siège prévu à cet effet.
- ♦ **Tout conducteur est soumis aux règles de circulation des piétons** dès qu'il descend de son engin ou véhicule.

REGLEMENT GENERAL DE CIRCULATION PIETONS

Tout d'abord

RESPECTER LE CODE DE LA ROUTE

Sauf dérogation expresse notifiée par les règles particulières applicables au chantier
Et énoncées ci-après

- ♦ **Accès interdit** à toute personne étrangère au chantier (et non accompagnée par une personne habilitée)
- ♦ **Respecter** la signalisation et le balisage en place
- ♦ **Emprunter** les accès et cheminements réservés aux piétons
- ♦ **Obligation de porter un casque de sécurité et des chaussures de sécurité.**
- ♦ **Interdiction de circuler à pied** sur les pistes ouvertes à la circulation des engins de production ou dans la zone d'évolution de ces engins, **sauf pour assurer une tâche de signaleur.**
- ♦ **Obligation de porter un vêtement de signalisation**, à haute visibilité, de **classe 3, la nuit** et au moins de **classe 2, le jour.**
- ♦ **Le transport groupé du personnel** se fera dans un **véhicule aménagé** conformément aux prescriptions du code de la route

Annexe 6 – Cadre type pour l'autorisation de conduite d'engins

<div>  Exemple d'autorisation de conduite <small>(Articles R.4323-55, R.4323-56, R.4323-57 du Code du Travail)</small> </div>			
Je soussigné (Nom et prénom de l'employeur ou de son représentant)			
Nom : _____		Prénom : _____	
Adressé : _____		Ville : _____	
Numéro standard : _____		CP: _____	
Nom du responsable : _____		Fonction : _____	
Certifie que M./Mme (Nom et prénom du conducteur)			
Nom : _____		Prénom : _____	
Adressé : _____		Ville : _____	
Numéro standard : _____		CP: _____	
Nom du responsable : _____		Fonction : _____	
A été reconnu apte médicalement au poste de travail de conduite d'engin par :			
Docteur : _____		Date du certificat : _____	
A été contrôlé sur ses connaissances et savoir faire pour la conduite en sécurité :			
- Par l'organisme testeur : _____			
A obtenu le CACES : Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité		Catégories : _____	Dates : _____
- Par une personne compétente de l'entreprise et/ou de la collectivité : Nom : _____			
Prénom : _____			
- Par un organisme extérieur compétent : _____			
A obtenu le CACES : Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité		Catégories : _____	Dates : _____
A reçu les instructions à respecter sur les sites d'intervention par l'employeur :			
Lieux spécifiques au site : _____			
Manœuvres spécifiques au site : _____			
ARTICLES DU CODE DU TRAVAIL			
Article R4323-55 - La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate. Cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.		Article R4323-57 - Des arrêtés des ministres chargés du travail ou de l'agriculture déterminent : 1° Les conditions de la formation exigée à l'article R. 4323-55 ; 2° Les catégories d'équipements de travail dont la conduite nécessite d'être titulaire d'une autorisation de conduite ; 3° Les conditions dans lesquelles l'employeur s'assure que le travailleur dispose de la compétence et de l'aptitude nécessaires pour assumer, en toute sécurité, la fonction de conducteur d'un équipement de travail ; 4° La date à compter de laquelle, selon les catégories d'équipements, entre en vigueur l'obligation d'être titulaire d'une autorisation de conduite.	
Article R4323-56 - La conduite de certains équipements présentant des risques particuliers, en raison de leurs caractéristiques ou de leur objet, est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur. L'autorisation de conduite est tenue à la disposition de l'inspection du travail et des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale.			
En foi de quoi, je délivre la présente autorisation de conduite à		Bon pour acceptation de l'autorisation de conduite M./Mme :	
M./Mme : _____			
Signature : _____		Signature : _____	
DATE : _____		DATE : _____	

ANNEXE 8 -Déclaration Préalable



13630*02

DÉCLARATION PRÉALABLE

(Articles L4532-1, R. 4532-2 et R. 4532-3 du code du travail)

Ce formulaire doit être utilisé pour déclarer toute opération du secteur du bâtiment ou du génie civil dont l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours.

Cette déclaration est adressée par le demandeur, au plus tard à la date de dépôt du permis de construire.

DATE DE COMMUNICATION

Cette déclaration a été transmise aux organismes suivants le : ____/____/____

- Direction régionale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle
- Caisse régionale d'assurance maladie (ou Caisse générale de sécurité sociale),
- Comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP)

COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

DREAL Haut de France
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
/Service Mobilité et Infrastructures / Pôle Maîtrise d'Ouvrage
Cite Administrative 53 rue de la vallée – 80000 AMIENS

DESCRIPTION PRECISE DE L'OPERATION

Nature de l'opération : Travaux préparatoires Déviation Vauciennes

Logements	<input type="checkbox"/>	Maisons individuelles (lotissements)	<input type="checkbox"/>	VRD	<input checked="" type="checkbox"/>	Réseaux	<input checked="" type="checkbox"/>
Bureaux	<input type="checkbox"/>	Ouvrages de génie civil	<input type="checkbox"/>	Réhabilitation – Rénovation	<input type="checkbox"/>		
Bâtiments industriels	<input type="checkbox"/>	Chantiers linéaires (ferrés, routiers)	<input type="checkbox"/>	Démolition – Démantèlement	<input checked="" type="checkbox"/>		

Adresse de l'opération

RN2 -Déviation de VAUCIENNES

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : **1er semestre 2026**

Durée prévisionnelle des travaux : **TF 3 mois – TO 4 mois** Effectif prévisionnel : 5 Nombre de lots : 1

IDENTITE DES TITULAIRES DU MARCHÉ

Maître d'œuvre de conception DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES NORD Service d'Ingénierie Routière secteur Est 4, rue Gaston Boyer 51100 Reims Tel 03 26 78 00 90	Maître d'œuvre d'exécution (si différent de la conception) Nom : _____ N° : _____ Voie : _____ Code postal : [][][][][] BP : [][] Cedex : [][][] Localité : _____ Tel : _____ Fax : _____ E-mail : _____
--	---

Coordonnateurs sécurité et protection de la santé (CSPS)

Personne morale Nom : BECS N° : 34 place général de Gaulle Code postal : 59000 Localité : LILLE	Personne physique (coordonnateur de conception) Nom : Ludovic CASSIA E-mail : ludovic.cassia@becs.fr Personne physique (coordonnateur de réalisation) Nom : Ludovic CASSIA E-mail : ludovic.cassia@becs.fr
--	---

ENTREPRISES DEJA DESIGNÉES

Nom	Adresse	N° lot	Spécialité	Effectif prévisionnel